

# LE RADAR

L'HEBDOMADAIRE DES ÎLES

WWW.LERADAR.QC.CA

EN KIOSQUE AUX ÎLES  
1.30\$ + TPS + TVQ.

## Moratoire dans le golfe du St-Laurent La Commission des ZIP de zone marine se prononce

Par William Phenix  
williamphenix@gmail.com

Les gisements d'hydrocarbure du golfe du Saint-Laurent pourraient faire couler beaucoup de pétrole d'ici les prochaines années; en attendant, ils font couler beaucoup d'encre. Après la Conférence régionale des élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine (CRÉ-GIM) et le Conseil d'agglomération des Îles, c'est autour de la Commission des ZIP de zone marine et de l'organisme Stratégie Saint-Laurent de prendre position en faveur d'un prolongement du moratoire sur l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures dans le golfe.

« On ne dit pas qu'on n'en veut pas, on n'en a pas besoin. On veut juste se donner le temps pour analyser le processus d'un bout à l'autre pour s'assurer de ne pas vivre avec des regrets comme dans le golfe du Mexique », explique Yves Martinet, directeur du comité ZIP des Îles de la Madeleine et vice-président de la Commission des ZIP de zone marine.

Stratégie Saint-Laurent, qui coordonne les quatorze comités de zones d'intervention prioritaire (ZIP) situés entre Montréal et les Îles de la Madeleine, en passant par le Saguenay et la Côte-Nord, soutient entièrement la démarche qui a été lancée par la ZIP des Îles de la Madeleine. « Stratégie Saint-Laurent veut aussi un moratoire », lance sans ambages Jean-Éric Turcotte, directeur adjoint de Stratégie Saint-Laurent. Il invite d'ailleurs l'ensemble de la population à participer aux évaluations environnementales stratégiques (ÉES) organisées par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF) concernant les questions d'exploration et d'exploitation des ressources énergétiques.

Le processus de consultations publiques du MRNF prévoit que seules les communautés côtières, insulaires et autochtones seront consultées sur place alors que le reste de la population québécoise sera consultée via Internet. Dans le secteur du Bassin de Madeleine, les consultations publiques se tiendront à l'automne 2011.

Stratégie Saint-Laurent souhaite aussi que la discussion s'étende aux autres provinces canadiennes afin d'évaluer les possibilités de demander un moratoire au niveau fédéral. « Nous, on pense qu'il faut un moratoire pour prolonger celui du Québec et en amener un au niveau fédéral pour l'ensemble du golfe. Il faut se donner le temps pour poser les vraies questions, de faire un vrai débat public sur la chose, ce qui n'est pas le cas actuellement, se désole M. Turcotte. C'est un processus nécessaire, mais qui comporte de nombreuses lacunes. » Par exemple, M. Turcotte ne comprend toujours pas pourquoi cette démarche d'évaluations environnementales stratégiques (ÉES) est chapeauté par le MRNF plutôt que par le ministère du Développement Durable, de l'Environnement et des Parcs.

Selon les données fournies par Québec dans son programme d'évaluations environnementales stratégiques sur la mise en valeur des hydrocarbures en milieu marin, « les réserves récupérables totales de gaz naturel des shales gazéifères seraient de l'ordre de 40 billions de pieds cubes (TCF) » pour l'ensemble du territoire québécois. C'est d'ailleurs au terme de ces évaluations environnementales stratégiques, en 2012, que Québec décidera ou non de lever le moratoire imposé depuis 1998 sur l'exploitation des ressources gazières et pétrolières du golfe. Les firmes Teconsult inc., en collaboration avec LGL Limited et Transfert Environnement ont été retenues par Québec pour effectuer ces évaluations environnementales stratégiques.